

e) coûts ponctuels liés à l'examen de la législation sur l'accessibilité ;

2° critères liés aux coûts récurrents de développement et de production tels :

- a) coûts liés à la conception des caractéristiques d'accessibilité pour le service ;
- b) coûts supportés dans le cadre des procédés de fabrication ;
- c) coûts liés aux essais d'accessibilité au service ;
- d) coûts liés à l'établissement de la documentation.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 28 juin 2025.

Art. 8. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 septembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

e) eenmalige kosten voor het leren begrijpen van de wetgeving inzake toegankelijkheid ;

2° criteria met betrekking tot de lopende productie- en ontwikkelingskosten zoals :

- a) kosten voor het ontwerpen van de toegankelijkheidsfuncties van de dienst;
- b) kosten van de productieprocessen;
- c) kosten voor het testen van een dienst op toegankelijkheid;
- d) kosten met betrekking tot het samenstellen van documentatie.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 28 juni 2025.

Art. 8. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 september 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2023/45595]

13 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté royal fixant les exigences et modalités d'accessibilité des utilisateurs finaux handicapés aux services de communications électroniques

RAPPORT AU ROI

Sire,

Généralités

L'arrêté qui est soumis à Votre signature poursuit la transposition partielle de la directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services, ci-après la « directive accessibilité ».

Cette directive promeut la participation pleine et effective des personnes en situation de handicap sur un pied d'égalité, en améliorant leur accès aux produits et services courants qui, du fait de leur conception initiale ou de leur adaptation ultérieure, répondent à leurs besoins spécifiques.

La directive accessibilité couvre un ensemble de services et produits très large dont la composante relative aux services de communications électroniques a été transposée dans le nouvel article 121/4 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, ci-après dénommée « LCE ».

Cet article vise à garantir l'accessibilité des services de communications électroniques et de certains équipements hertziens pour les personnes en situation de handicap.

En exécution de cette disposition, le présent arrêté, détermine les modalités d'accessibilité des services de communications électroniques pour les utilisateurs finaux en situation de handicap.

Il établit également les modalités de calcul de la charge disproportionnée qui permet à certains fournisseurs de services de communications électroniques d'être dispensés du respect des mesures d'accessibilité.

Commentaire article par article

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}

Conformément à l'article 31, § 4, de la directive accessibilité, la référence à la directive partiellement transposée est mentionnée.

Article 2

Cet article définit quelques concepts utiles à la compréhension du présent arrêté, notamment celui de « technologie d'assistance » conformément à l'article 3, 37°, de la directive accessibilité.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2023/45595]

13 SEPTEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorschriften en nadere bepalingen inzake toegankelijkheid voor personen met een handicap tot elektronische communicatiediensten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Algemeen

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd zorgt voor de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten, hierna "de Toegankelijkheidsrichtlijn".

Deze richtlijn bevordert de volledige en effectieve participatie op voet van gelijkheid door te zorgen voor betere toegang tot veelgebruikte producten en diensten die door hun oorspronkelijke vormgeving of latere aanpassing tegemoetkomen aan de specifieke behoeften van personen met een handicap.

De Toegankelijkheidsrichtlijn dekt een heel brede waaier aan diensten en producten waarvan het element in verband met de elektronische-communicatiediensten werd omgezet in het nieuwe artikel 121/4 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, hierna de "WEC" genoemd.

Dit artikel beoogt de toegankelijkheid van de elektronische-communicatiediensten en van bepaalde radioapparatuur voor personen met een handicap te garanderen.

In uitvoering van deze bepaling legt dit besluit de nadere bepalingen voor toegankelijkheid van de elektronische-communicatiediensten vast voor de eindgebruikers met een handicap.

Het stelt ook de regels voor de berekening van de onevenredige last vast, aan de hand waarvan sommige aanbieders van elektronische-communicatiediensten vrijgesteld kunnen worden van de naleving van de toegankelijkheidsmaatregelen.

Artikelsgewijze bespreking

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1

Conform artikel 31, § 4, van de Toegankelijkheidsrichtlijn, wordt de verwijzing naar de deels omgezette richtlijn vermeld.

Artikel 2

Dit artikel definieert enkele begrippen die nuttig zijn voor het begrip van het onderhavige besluit, met name dat van "hulptechnologie" overeenkomstig artikel 3, 37°, van de Toegankelijkheidsrichtlijn.

CHAPITRE 2. — Exigences et modalités d'accessibilité des services de communications électroniques, pour les utilisateurs finaux handicapés

Article 3

Cet article transpose, pour les services de communications électroniques, les exigences générales énoncées par l'annexe I, section III de la directive accessibilité.

L'article 3, 1^o, a) à g), de l'arrêté, transpose l'annexe I, section III, b), i) à vii) de la même directive.

Concernant l'exigence de mise à disposition d'informations au moyen de plusieurs canaux sensoriels (1^o, a), l'annexe II de la directive accessibilité cite l'exemple suivant : « Fournir des fichiers électroniques pouvant être lus par un ordinateur au moyen d'un logiciel de lecture d'écran pour que les personnes aveugles puissent utiliser les informations. ».

Un exemple concernant la présentation des informations de façon compréhensible (art. 3, 1^o, b), qui transpose l'annexe I, section III, b, ii)), consiste à : « Utiliser les mêmes termes de façon cohérente ou selon une structure claire et logique, pour que les personnes atteintes de déficience intellectuelle puissent mieux comprendre les informations. ».

Un exemple de l'exigence de présenter les informations aux utilisateurs de manière à ce qu'ils les perçoivent (1^o, c), est de : « Fournir des sous-titres lorsque les instructions sont présentées dans une vidéo ».

Un exemple de l'exigence visée au d) (qui correspond au iv) consiste à « Veiller à ce qu'une personne aveugle puisse utiliser un fichier en l'imprimant en braille ».

« Faire en sorte que le texte puisse être lu par des personnes atteintes de déficience visuelle » est un exemple en matière de police de caractère visée au e) (correspond au b, v).

Par rapport à l'obligation d'accompagnement de tout contenu non textuel d'une présentation de substitution (b,vi, transposé dans l'article 3, 1^o,f), l'exemple est de « Doubler un diagramme d'une description textuelle précisant les principaux éléments ou décrivant les principales actions. ».

Enfin, pour l'obligation de fournir les informations électroniques visée au 1^o, g), (b, vii), l'exemple donné est : « Lorsqu'un prestataire de services propose une clé USB contenant des informations sur le service, veiller à ce que ces informations soient accessibles. ».

L'obligation d'accessibilité des sites internet, visée à article 3, 2^o de l'arrêté, transpose l'annexe I, section III, c), de la directive accessibilité.

L'exemple donné est le suivant : « Prévoir des descriptions textuelles des images, rendre toutes les fonctionnalités accessibles depuis un clavier, laisser suffisamment de temps aux utilisateurs pour lire les messages, faire apparaître le contenu et le faire fonctionner de manière prévisible, et veiller à la compatibilité avec les technologies d'assistance, pour que les personnes atteintes de diverses déficiences puissent consulter un site internet et interagir avec ce site. ».

L'article 3, 3^o, de l'arrêté, transpose l'annexe I, section III, d), de la directive accessibilité (aucun exemple n'est fourni).

Article 4

Cet article transpose l'annexe I, section IV, a, i) et ii) de la directive, qui impose des modalités particulières en matière d'interopérabilité avec les technologies d'assistance.

On notera que l'obligation visée dans la même section, a, iii) de la directive a été transposée par ailleurs.

Article 5

Afin d'assurer la transposition de l'annexe V, § 1, de la directive accessibilité, relative aux informations sur les services conformes aux exigences en matière d'accessibilité, la présente disposition fixe les obligations du fournisseur de services de communications électroniques quant au service fourni, quant à la conception et au fonctionnement de ce dernier sur la manière dont les principes d'accessibilités sont respectés. Elles comprennent à minima une description des exigences applicables et la manière dont le service de communications électronique s'y conforme.

Conformément à l'annexe V, § 2, de la directive, pour satisfaire aux exigences du présent article le fournisseur de services de communications électroniques peut appliquer entièrement ou en partie les normes harmonisées et les spécifications techniques dont les références ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne.

Conformément à la phrase liminaire de l'annexe V de la directive, le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de l'article 5 fixe les modalités de transmission des informations.

HOOFDSTUK 2. — Vereisten en nadere bepalingen inzake toegankelijkheid van de elektronische-communicatiediensten voor de eindgebruikers met een handicap

Artikel 3

Dit artikel zet voor de elektronische-communicatiediensten de algemene voorschriften om die vermeld zijn in bijlage I, afdeling III van de Toegankelijkheidsrichtlijn.

Artikel 3, 1^o, a) tot g), van het besluit zet bijlage I, afdeling III, b), i) tot vii) van dezelfde richtlijn om.

Wat betreft de eis tot beschikbaarstelling van informatie via meer dan één zintuiglijk kanaal (1^o, a) geeft bijlage II bij de Toegankelijkheidsrichtlijn het volgende voorbeeld: "Elektronische bestanden ter beschikking stellen die gelezen kunnen worden door computers met schermlezers, zodat blinden de informatie kunnen gebruiken."

Een voorbeeld van de informatie op een begrijpelijke manier te presenteren (art. 3, 1^o, b), dat bijlage I, afdeling III, b, ii)) omzet, is het volgende: "Steeds dezelfde bewoordingen gebruiken, of de informatie een duidelijke en logische structuur geven, zodat personen met een verstandelijke handicap deze beter kunnen begrijpen."

Een voorbeeld van de eis om de informatie op een voor de gebruikers waarneembare manier te presenteren (1^o, c) is: "Instructievideo's van ondertitels voorzien".

Een voorbeeld van de eis bedoeld in d) (wat overeenstemt met iv) is "Ervoor zorgen dat een blinde een bestand kan gebruiken door het af te drukken in braille".

"Ervoor zorgen dat de tekst gelezen kan worden door personen met een visuele beperking" is een voorbeeld inzake lettertype bedoeld in e) (stemt overeen met b, v).

In verband met de verplichting om alle niet-tekstuele inhoud aan te vullen met een alternatieve weergave (b, vi, omgezet in artikel 3, 1^o, f), wordt als voorbeeld gegeven: "Een diagram aanvullen met een tekstuele beschrijving van de belangrijkste elementen of de belangrijkste handelingen."

Tot slot wordt als voorbeeld voor de verplichting bedoeld in punt 1^o, g), (b, vii), om elektronische informatie te verstrekken, gegeven: "Wanneer een dienstverlener een USB-stick verstrekt met informatie over de dienst, ervoor zorgen dat deze informatie toegankelijk is."

De verplichting inzake toegankelijkheid van de websites, waarvan sprake in artikel 3, 2^o, van het besluit, is de omzetting van bijlage I, afdeling III, c), van de Toegankelijkheidsrichtlijn.

Als voorbeeld wordt het volgende gegeven: "Een tekstbeschrijving van afbeeldingen verstrekken, alle functies beschikbaar maken vanaf een toetsenbord, gebruikers voldoende leestijd geven, inhoud op voorspelbare wijze laten verschijnen en functioneren en zorgen voor compatibiliteit met hulptechnologieën, zodat personen met diverse handicaps een website kunnen lezen en er in interactie mee kunnen treden."

Artikel 3, 3^o, van het besluit, is de omzetting van bijlage I, afdeling III, d), van de Toegangsrichtlijn (er wordt geen voorbeeld gegeven).

Artikel 4

Dit artikel zet bijlage I, afdeling IV, a, i) en ii) van de richtlijn om, die bijzondere bepalingen inzake interoperabiliteit met hulptechnologieën oplegt.

Er dient te worden opgemerkt dat de in dezelfde afdeling, a, iii) van de richtlijn bedoelde verplichting overigens werd omgezet.

Artikel 5

Voor de omzetting van bijlage V, § 1, van de Toegankelijkheidsrichtlijn, met betrekking tot informatie over diensten die aan toegankelijkheidsvoorschriften voldoen, stelt deze bepaling de verplichtingen van de aanbieder van elektronische-communicatiediensten vast wat betreft de verstrekte dienst, het ontwerp en de werking van die laatste over de manier waarop de toegankelijkheidsprincipes worden nageleefd. Zij bevatten ten minste een beschrijving van de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften en van de manier waarop de elektronische-communicatiedienst eraan voldoet.

Conform bijlage V, § 2, van de richtlijn, mag de aanbieder van elektronische-communicatiediensten de geharmoniseerde normen en technische specificaties waarvan de referenties in het Publicatieblad van de Europese Unie zijn bekendgemaakt, geheel of gedeeltelijk toepassen om aan de voorschriften van dit artikel te voldoen.

Overeenkomstig de inleidende zin van bijlage V van de richtlijn stelt paragraaf 2, eerste lid, van artikel 5 de nadere bepalingen voor de overbrenging van de informatie vast.

L'alinéa 2 transpose l'obligation de conservation des informations visée à l'article 13, § 2, de la directive accessibilité.

CHAPITRE 3. — *Modalités de calcul de la charge disproportionnée*

Article 6

Afin de transposer l'article 14 de la directive, cet article énonce puis détaille les critères servant de base au calcul de la charge disproportionnée visée à l'article 121/4, § 6 de la LCE et qui permet pour un fournisseur de services de communications électroniques, d'être exonéré de la fourniture des services d'accessibilité.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Article 7

Cet article fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, conformément à l'article 31, § 2, de la directive accessibilité, afin que ses dispositions soient applicables aux services de communications électroniques fournis aux consommateurs après le 28 juin 2025.

Article 8

Cet article n'appelle pas de commentaires.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

13 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté royal fixant les exigences et modalités d'accessibilité des utilisateurs finaux handicapés aux services de communications électroniques

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 121/4, §§ 3 et 6, inséré par la loi du 20 juillet 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 décembre 2022 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 10 décembre 2022 ;

Vu la consultation du 17 janvier 2023 au 26 janvier 2023 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;

Vu l'accord du Comité de concertation, donné le 15 janvier 2023 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 19 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o « la loi du 13 juin 2005 » : loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;

Het tweede lid zet de verplichting om die bedoeld is in artikel 13, § 2, van de Toegankelijkheidsrichtlijn, om de informatie te bewaren.

HOOFDSTUK 3. — *Regels voor de berekening van de onevenredige last*

Artikel 6

Om artikel 14 van de richtlijn om te zetten vermeldt dit artikel de criteria die als basis dienen voor de berekening van de in artikel 121/4, § 6, van de WEC bedoelde onevenredige last, op grond waarvan een aanbieder van elektronische-communicatiediensten vrijgesteld kan worden van de verstrekking van de toegankelijkheidsdiensten, en verstrekt vervolgens details daarover.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Artikel 7

Dit artikel stelt de datum van inwerkingtreding van het onderhavige besluit vast overeenkomstig artikel 31, § 2, van de Toegankelijkheidsrichtlijn, opdat de bepalingen ervan vanaf 28 juni 2025 van toepassing zijn op de elektronische-communicatiediensten die aan consumenten worden verstrekt.

Artikel 8

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER

13 SEPTEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorschriften en nadere bepalingen inzake toegankelijkheid voor personen met een handicap tot elektronische communicatiediensten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, het artikel 121/4, §§ 3 en 6, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2023;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 4 december 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 10 december 2022;

Gelet op de raadpleging van 17 januari 2023 tot 26 januari 2023 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;

Gelet op het akkoord van het Overlegcomité, gegeven op 15 januari 2023;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 19 juli 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Telecommunicatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o “de wet van 13 juni 2005”: wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

2° « technologies d'assistance » : tout objet, pièce d'équipement, service ou système produit, y compris un logiciel, qui sert à accroître, à préserver, à remplacer ou à améliorer les capacités fonctionnelles des personnes en situation de handicap, ou à atténuer et compenser les déficiences, les limitations d'activité ou les restrictions de participation.

CHAPITRE 2. — Exigences et modalités d'accessibilité des services de communications électroniques pour les utilisateurs finaux handicapés

Art. 3. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les utilisateurs finaux handicapés, le fournisseur de services de communications électroniques satisfait aux exigences suivantes :

1° fournir des informations sur le fonctionnement du service, ses caractéristiques en matière d'accessibilité et son interopérabilité avec des dispositifs et fonctionnalités d'assistance :

a) en mettant à disposition les informations au moyen de plusieurs canaux sensoriels ;

b) en présentant les informations de façon compréhensible ;

c) en présentant les informations aux utilisateurs de manière à ce qu'ils les perçoivent ;

d) en mettant à disposition le contenu informatif dans des formats texte permettant de générer d'autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières par les utilisateurs et par l'intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels ;

e) en utilisant une police de caractères de taille et de forme appropriées compte tenu des conditions d'utilisation prévisibles, ainsi qu'un contraste suffisant, et en ménageant un espace ajustable entre les lettres, les lignes et les paragraphes ;

f) en accompagnant tout contenu non textuel d'une présentation de substitution dudit contenu ;

g) en fournissant les informations électroniques nécessaires à la fourniture du service d'une manière cohérente et adéquate en les rendant perceptibles, utilisables, compréhensibles et robustes ;

2° rendre leurs sites internet, y compris leurs applications en ligne connexes, et leurs services intégrés sur appareils mobiles, en ce compris les applications mobiles, accessibles d'une manière cohérente et appropriée en les rendant perceptibles, utilisables, compréhensibles et robustes ;

3° assurer une assistance technique fournissant des informations sur l'accessibilité du service et sur sa compatibilité avec les technologies d'assistance, via des modes de communication accessibles.

Art. 4. Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes en situation de handicap, les services de communications électroniques doivent inclure des fonctions, des pratiques, des stratégies et des procédures ainsi que des modifications du fonctionnement du service visant à répondre aux besoins des personnes en situation de handicap et à garantir l'interopérabilité avec les technologies d'assistance selon les modalités suivantes :

1° fournir du texte en temps réel en plus de la communication vocale ;

2° fournir la conversation totale lorsque de la vidéo est proposée en plus de la communication vocale.

Art. 5. Le fournisseur de services de communications électroniques :

1° décrit, dans des formats accessibles, le service, y compris sa conception et son fonctionnement du service, dans la mesure où ceux-ci sont pertinents pour évaluer la conformité aux exigences en matière d'accessibilité visées aux articles 3 et 4 ;

2° justifie la manière dont le service remplit chaque exigence en matière d'accessibilité visée aux articles 3 et 4.

§ 2. Les informations visées au paragraphe 1^{er} figurent dans les clauses et conditions générales ou dans un document équivalent.

En outre, le fournisseur de services de communications électroniques conserve ces informations aussi longtemps que le service est disponible.

CHAPITRE 3. — Modalités de calcul de la charge disproportionnée

Art. 6. Afin d'évaluer et de prouver la charge disproportionnée visée à l'article 121/4, § 6 de la loi du 13 juin 2005, le fournisseur de services de communications électroniques se base sur les critères suivants :

2° "hulptechnologie": onderdelen, uitrusting, diensten- of product-systemen, met inbegrip van software waarmee de functionele mogelijkheden van personen met een handicap of andere beperkingen worden verhoogd, in stand gehouden, vervangen of verbeterd, of waarmee stoornissen, beperkingen of participatiebeperkingen worden verlicht of gecompenseerd;

HOOFDSTUK 2. — Voorschriften en nadere bepalingen inzake toegankelijkheid tot elektronische-communicatiediensten voor personen met een handicap

Art. 3. Om het te verwachten gebruik van de diensten door personen met een handicap zo veel mogelijk te bevorderen, moet de aanbieder van elektronische-communicatiediensten aan de volgende eisen voldoen:

1° er wordt informatie verstrekt over het functioneren van de dienst, de toegankelijkheidskenmerken en interopereerbaarheid van deze producten met hulpparaten en voorzieningen, en wel als volgt:

a) de informatie wordt via meer dan één zintuiglijk kanaal aangeboden;

b) de informatie wordt op een begrijpelijke manier gepresenteerd;

c) de informatie wordt op een voor de gebruikers waarneembare manier gepresenteerd;

d) de informatie wordt, wat de inhoud betreft, beschikbaar gesteld in tekstformats die in alternatieve hulpformats kunnen worden omgezet, zodat zij door de gebruikers op verschillende manieren en via meer dan één zintuiglijk kanaal kunnen worden weergegeven;

e) de informatie wordt gepresenteerd met gebruikmaking van een lettertype in geschikte grootte en vorm, rekening houdend met de te verwachten gebruiksomstandigheden, en met gebruikmaking van voldoende contrast, alsmede van een aanpasbare letter-, regel- en alinea-afstand;

f) niet-tekstuele inhoud wordt aangevuld met een alternatieve weergave van die inhoud;

g) er wordt elektronische informatie verstrekt die nodig is om de dienst op een consistente en geschikte manier te kunnen leveren, en wel door deze informatie waarneembaar, bedienbaar, begrijpelijk en robuust te maken;

2° websites, inclusief de daaraan gerelateerde onlinetoepassingen, en diensten op mobiele apparatuur, inclusief mobiele toepassingen, worden toegankelijk gemaakt op een consistente en geschikte manier, door ze waarneembaar, bedienbaar, begrijpelijk en robuust te maken;

3° technische ondersteuning waarborgen, die via toegankelijke communicatiemethoden informatie verstrekt over de toegankelijkheid van de dienst en de compatibiliteit ervan met hulptechnologieën.

Art. 4. Om het te verwachten gebruik van de elektronische communicatiediensten door personen met een handicap zo veel mogelijk te bevorderen, wordt bij het verlenen van diensten gezorgd voor het opnemen van functies, werkwijzen, beleid, procedures en veranderingen in de uitvoering van de dienst die gericht zijn op de behoeften van personen met een handicap, en op interopereerbaarheid met hulptechnologieën:

1° door aanbidding van reallimetekst naast gesproken communicatie;

2° door aanbidding van totale conversatie wanneer naast gesproken communicatie ook video wordt verstrekt;

Art. 5. De aanbieder van elektronische-communicatiediensten:

1° beschrijft, in toegankelijke formats, de dienst, waaronder het ontwerp en de werking van zijn dienst, voor zover deze relevant zijn voor de beoordeling van de conformiteit met de toegankelijkheidsvoorschriften bedoeld in de artikelen 3 en 4;

2° rechtvaardigt de manier waarop de dienst voldoet aan elk toegankelijkheidsvoorschrift bedoeld in de artikelen 3 en 4.

§ 2. De informatie bedoeld in paragraaf 1 wordt vermeld in de algemene voorwaarden of in een gelijkwaardig document.

Bovendien bewaart de aanbieder van elektronische-communicatiediensten die informatie zolang de dienst in werking is.

HOOFDSTUK 3. — Regels voor de berekening van de onevenredige last

Art. 6. Om de onevenredige last waarvan sprake in artikel 121/4, § 6, van de wet van 13 juni 2005 te beoordelen en documenteren, baseert de aanbieder van elektronische-communicatiediensten zich op de volgende criteria:

1° rapport entre d'une part, les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité, établis conformément aux critères visés au paragraphe 2, et d'autre part les coûts totaux, en ce compris les dépenses opérationnelles et dépenses en capital, pour fournir le service de communications électroniques que supporte le fournisseur de communications électroniques ;

2° estimation des coûts et des avantages pour les fournisseurs de services de communications électroniques, y compris en ce qui concerne les processus de production et les investissements, par rapport à l'avantage estimé pour les utilisateurs finaux handicapés, compte tenu de la quantité et de la fréquence d'utilisation d'un service spécifique ;

3° le rapport entre les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité et le chiffre d'affaires net du fournisseur de services de communications électroniques.

§ 2. Afin d'évaluer les coûts nets visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, le fournisseur de services de communications électroniques se base sur les critères suivants :

1° des critères liés à des coûts organisationnels ponctuels tels :

- a) des coûts liés à des ressources humaines supplémentaires spécialisées dans les questions d'accessibilité ;
- b) des coûts liés à la formation des ressources humaines et à l'acquisition de compétences en matière d'accessibilité ;
- c) des coûts liés à la mise au point d'un nouveau procédé pour inclure l'accessibilité dans la prestation de services ;
- d) des coûts liés à la mise au point d'orientations concernant l'accessibilité ;
- e) des coûts ponctuels liés à l'examen de la législation sur l'accessibilité ;

2° des critères liés aux coûts récurrents de développement et de production à prendre en considération dans l'évaluation tels :

- a) des coûts liés à la conception des caractéristiques d'accessibilité pour le service ;
- b) des coûts supportés dans le cadre des procédés de fabrication ;
- c) des coûts liés aux essais d'accessibilité concernant le service ;
- d) des coûts liés à l'établissement de la documentation.

§ 3. Pour évaluer les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, les éléments suivants sont appliqués :

1° des critères liés à des coûts organisationnels ponctuels tels :

- a) des coûts liés à des ressources humaines supplémentaires spécialisées dans les questions d'accessibilité ;
- b) des coûts liés à la formation des ressources humaines et à l'acquisition de compétences en matière d'accessibilité ;
- c) des coûts liés à la mise au point d'un nouveau procédé pour inclure l'accessibilité dans la prestation de services ;
- d) des coûts liés à la mise au point d'orientations concernant l'accessibilité ;
- e) des coûts ponctuels liés à l'examen de la législation sur l'accessibilité ;

2° des critères liés aux coûts récurrents de développement et de production tels :

- a) des coûts liés à la conception des caractéristiques d'accessibilité pour le service ;
- b) des coûts supportés dans le cadre des procédés de fabrication ;
- c) des coûts liés aux essais d'accessibilité concernant le service ;
- d) des coûts liés à l'établissement de la documentation.

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 28 juin 2025.

Art. 8. Le Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 septembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

1° de verhouding van enerzijds de nettokosten van de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften, vastgesteld overeenkomstig de criteria bedoeld in paragraaf 2, tot anderzijds de totale kosten, met inbegrip van de exploitatie- en investeringsuitgaven die hij draagt voor het verlenen van de elektronische-communicatiedienst;

2° de geraamde kosten en baten voor de operatoren, inclusief productieprocessen en investeringen, in verhouding tot de geraamde voordelen voor eindgebruikers met een handicap, rekening houdend met het aantal keer dat de specifieke dienst is gebruikt, en de frequentie van dat gebruik;

3° de verhouding van de nettokosten van de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften tot de netto-omzet van de aanbieder van elektronische-communicatiediensten.

§ 2. Voor de beoordeling van de nettokosten bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, baseert de aanbieder van elektronische-communicatiediensten zich op de volgende criteria:

1° criteria met betrekking tot eenmalige organisatiekosten zoals:

- a) kosten voor extra personeel met expertise op het gebied van toegankelijkheid;
- b) kosten voor opleiding van personeel en competentieverwerving op het gebied van toegankelijkheid;
- c) kosten voor de ontwikkeling van een nieuwe procedure ter integratie van toegankelijkheid in de dienstverlening;
- d) kosten voor de ontwikkeling van richtsnoeren inzake toegankelijkheid;
- e) eenmalige kosten voor het leren begrijpen van de wetgeving inzake toegankelijkheid;

2° criteria met betrekking tot de lopende productie- en ontwikkelingskosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen zoals:

- a) kosten voor het ontwerpen van de toegankelijkheidsfuncties van de dienst;
- b) kosten van de productieprocessen;
- c) kosten voor het testen van de dienst op toegankelijkheid;
- d) kosten met betrekking tot het samenstellen van documentatie.

§ 3. Voor de beoordeling van de nettokosten van de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 3°, worden de volgende elementen toegepast:

1° criteria met betrekking tot eenmalige organisatiekosten zoals:

- a) kosten voor extra personeel met expertise op het gebied van toegankelijkheid;
- b) kosten voor opleiding van personeel en competentieverwerving op het gebied van toegankelijkheid;
- c) kosten voor de ontwikkeling van een nieuwe procedure ter integratie van toegankelijkheid in de dienstverlening;
- d) kosten voor de ontwikkeling van richtsnoeren inzake toegankelijkheid;
- e) eenmalige kosten voor het leren begrijpen van de wetgeving inzake toegankelijkheid ;

2° criteria met betrekking tot de lopende productie- en ontwikkelingskosten zoals :

- a) kosten voor het ontwerpen van de toegankelijkheidsfuncties van de dienst;
- b) kosten van de productieprocessen;
- c) kosten voor het testen van een dienst op toegankelijkheid;
- d) kosten met betrekking tot het samenstellen van documentatie.

HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 28 juni 2025.

Art. 8. De Minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 september 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER